

Publicação LE MATIN Data 27/7/75
 Localidade Paris Página 3
 Tendência política Indep.
 Frequência Diário Tiragem aproximada 150 mil ex.

Des femmes au pouvoir

Thatcher en Grande-Bretagne, Lurdes Pintasilgo au Portugal, Veil en Europe : les hautes responsabilités ne sont plus le monopole des hommes. Mais, en dépit de ces cas spectaculaires, les femmes occupent toujours, dans l'ensemble, une place réduite dans la vie publique

Le 4 mai dernier, pour la première fois, une femme, Margaret Thatcher, a été nommée à la tête d'un gouvernement occidental.

Depuis lors, une série de faits politiques, dont l'élection de Simone Veil à la présidence du Parlement européen, ont montré qu'il existait une véri-

table percée des femmes sur la scène politique, à un niveau de responsabilités qui, jusque-là, était une chasse gardée des hommes. Reste que si ces faits révèlent une évolution profonde des mentalités, il ne s'agit encore que de cas exceptionnels et marginaux. De la femme-exemple à la femme-alibi, il n'y a qu'un pas.



Margaret Thatcher, la vox populi

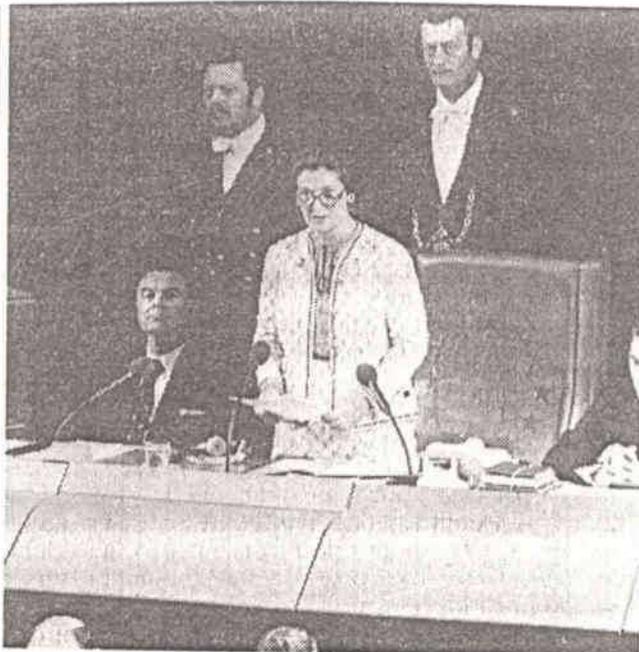
Gamma



Maria de Lurdes Pintasilgo, une amie de la présidente

Sygnia





Simone Veil, un honneur chèrement payé

Sygya



Nilde Jotti, le souvenir de Togliatti

Sygya

Un sommet des épouses ?

LA femme du président égyptien Anouar el Sadate, vient de proposer la convocation en 1980, au Caire, d'une conférence au sommet réservée aux épouses des chefs d'Etat et de gouvernement de tous les pays africains.

Selon les journalistes égyptiens, Mme Sadate a transmis cette invitation aux épouses des dirigeants africains qui téléphonaient pour féliciter Anouar el Sadate pour le discours qu'il avait prononcé à l'occasion du dix-septième sommet africain de Monrovia (Libéria).

QUATRE femmes ont occupé, au cours des dernières semaines, l'avant-scène politique.

Maria de Lurdes Pintasilgo, quarante-neuf ans, célibataire. Robuste et souriante, catholique de gauche et amie personnelle de l'épouse du président Eanes, elle a été chargée, le 19 juillet, de constituer le gouvernement intérimaire qui aura pour tâche de préparer les élections législatives de l'automne. Elle est la première femme premier ministre de l'histoire du Portugal. Commentaire du leader de la démocratie-chrétienne, Lucas Pires : « *Nous ne nous laisserons pas bercer par un néo-militarisme rococo, en jupon et corset.* » Sur les bords du Tage, le machisme se porte encore bien.

Simone Veil, cinquante-deux ans, mariée et mère de trois enfants. Yeux verts et sourire distant ; mais surtout, une volonté implacable au service d'une ambition qu'elle ne peut plus dissimuler. Elle était le ministre le plus apprécié à l'Elysée. Le mardi 17 juillet, elle a été élue présidente du Parlement européen. Elle est la première femme à occuper ce poste. Un certain nombre de députés de droite, italiens et irlandais notamment, lui ont refusé leurs suffrages, parce qu'elle a été, en 1974, à la pointe de la bataille pour la légalisation de l'avortement en France.

Nilde Jotti, cinquante-neuf ans, ancienne compagne du leader communiste italien Palmiro Togliatti. Une élégance naturelle rehaussée par une diction quelque peu précieuse. Député depuis 1946, elle est devenue, le 20 juin dernier, la première femme présidente de la Chambre des députés italiens. Au Montecitorio, ce fut une petite révolution. Certaines voix qui lui paraissaient acquiescentes ont fait défection au moment du vote. Misogynie pas morte. Mais il est loin le temps où Togliatti provoqua un scandale au sein du PCI en abandonnant son épouse légitime, pour Nilde Jotti.



politique occidentale. Certes, il y a toujours eu, jusqu'aux sommets de l'Etat, des femmes politiques. Mais souvent dans des rôles spécifiquement féminins, et en quelque sorte marginaux.

Rôle de conseillère ou de confidente, par exemple. D'Eva Peron à Manuela Eanes, d'Yvonne de Gaulle à Chiang Chin (la femme de Mao Zedong), l'histoire politique est riche en « mères Joseph », épouses ou compagnes qui ne détiennent généralement ni mandat ni fonction officielle, mais exercent — du moins le pense-t-on — une influence d'autant plus étendue qu'elle est plus discrète et diffuse (voir encadré).

Rôle d'égérie, parfois, c'est-à-dire de symbole. Plus que les fonctions politiques, c'est l'image ici qui importe : moitié Madelon, moitié chef de guerre. On pense à Dolores Ibarruri, bien sûr, si célèbre que son surnom de « Pasionaria » est devenu nom commun, mais aussi, plus près de nous, à la catholique irlandaise Bernadette Devlin, ou à Angela Davis, qui s'est identifiée aux luttes de l'extrême-gauche américaine.

Margaret Thatcher, cinquante-quatre ans, mariée, deux enfants. Physiquement, elle a l'élégance apprêtée et légèrement désuète d'un personnage de Galsworthy. Moralement, elle allie le conformisme de la reine Victoria à la ténacité de Winston Churchill. Grâce à quoi, le 4 mai dernier, elle a fait son entrée au 10, Downing Street, après avoir remporté les élections britanniques à la tête du Parti conservateur. Elle est la première femme à la tête d'un gouvernement du monde occidental. Sa victime, James Callaghan, a déclaré, beau joueur, que c'était « un moment extraordinaire dans l'histoire de la Grande-Bretagne ».

Quatre femmes qui accèdent à des responsabilités politiques de premier plan, réservées jusqu'alors aux

hommes, et cela en l'espace de quelques semaines, un tel phénomène ne peut s'expliquer par les seuls hasards de l'histoire. On pourrait d'ailleurs parler également de Louise Weiss, présidente d'un jour du Parlement européen, de la communiste Danielle Demarch, élue vice-présidente de cette assemblée, ou encore de l'Américaine Patricia Harris, secrétaire d'Etat à la Santé, la première femme noire membre du gouvernement des Etats-Unis.

Il y a décidément quelque chose de changé dans la vie

cessives de phénomènes qui sont encore exceptionnels. Le système politique européen, dans son ensemble, reste masculin. Le Parlement européen élu en juin dernier ne compte que 62 femmes sur 410 députés (soit 15 %). Encore est-ce là un chiffre qui n'a pu être atteint que grâce au mode de scrutin proportionnel qui était appliqué dans la majorité des pays. Car la plupart des partis restent convaincus que, dans un scrutin de type majoritaire, une candidature féminine constitue encore un handicap.

En France, la dernière statistique établie par le ministère de l'Intérieur fait apparaître qu'il y a 38 859 femmes conseillères municipales. Ce chiffre peut paraître élevé. En fait, cela représente en moyenne... une femme par commune. Environ une pour vingt hommes. Elles sont 106 femmes maires, soit une pour trente-cinq hommes. Vingt femmes députés contre 471 hommes. Sept femmes sénateurs sur un total de 295. Des proportions sans commune mesure avec le poids sociologique des femmes dans la France de 1979.

Le fait du prince

Si elles accèdent en plus grand nombre à de hautes fonctions, ce n'est donc pas par l'effet mécanique d'un mouvement social en profondeur qui conduirait les femmes, à tous les niveaux, à prendre une part plus active à la vie politique. C'est bien plutôt le résultat d'une pratique volontariste, quand ce n'est pas le simple fait du prince.

La classe politique considère en effet que l'opinion publique est prête à accepter une telle évolution. Mieux : elle sait qu'il est politiquement et électoralement opportun de faire preuve en ce domaine d'une certaine audace. Dans le cas contraire, par exemple, Valéry Giscard d'Estaing ne se serait jamais risqué à désigner Simone Veil comme tête de liste européenne de l'UDF. Le ministre de la Santé n'était-elle pas, d'ailleurs, depuis cinq ans la lauréate incontestée de tous les hit-parades politiques ?

La place réservée aux femmes fait désormais partie des critères en fonction desquels on juge un gouvernement ou un parti ; c'est aussi, très sou-

vent, un argument dans la bataille politique. Les moins féministes des hommes politiques sont contraints d'en tenir compte. Tous les partis, lors de la désignation de leurs instances dirigeantes comme au moment du choix de leurs candidats aux élections, veillent soigneusement à leur pourcentage de femmes. C'est la méthode des quotas.

Les résultats de cette politique sont incertains. Certes, les partis les plus masculins, comme le RPR ou le Parti socialiste, peuvent se prévaloir d'un nombre respectable de femmes dans leurs instances nationales. Mais en dépit de tous les efforts, aucune des quatre grandes formations ne compte de femmes parmi ses dirigeants de tout premier plan. Dans l'entourage immédiat des leaders politiques français, on ne trouve guère qu'une femme ayant exercé une influence majeure : Marie-France Garaud... conseillère privée de Jacques Chirac, après avoir été celle de Georges Pompidou.

Valéry Giscard d'Estaing, qui s'est efforcé, depuis cinq ans, de donner aux femmes, au sein du gouvernement, une place moins dérisoire que par le passé, explique volontiers qu'elles sont choisies en considération de leur compétence et non pas de leur sexe. Toute l'ambiguïté de la situation faite aux femmes politiques tient dans ce propos : en disant cela, le président de la République veut exprimer qu'il tient les femmes pour les égales des hommes et ne tombe pas dans une sorte de paternalisme qui serait une forme de sexisme.

Fort bien. Mais outre qu'on pourrait en déduire qu'il y a beaucoup moins de femmes que d'hommes qui ont fait leurs preuves (douze fois moins, bigre !), cette formule du chef de l'Etat prouve que dans son esprit la nomination d'une femme est quelque chose qu'il convient de justifier. Quelque chose qui n'apparaît pas encore comme simplement normal. Aurait-il éprouvé le besoin de dire : « Je choisis les hommes pour leur compétence et non pas parce qu'ils sont des hommes ! »

L'accession des femmes à de hautes responsabilités publiques est d'ailleurs si peu entrée dans les mœurs qu'elle donne encore lieu à des articles dans la presse...

Claude Weill

